



Discours CGT du 18 mars

Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades,

Après le 6 février, journée nationale de mobilisation pour combattre le coût du capital, nous sommes à nouveau mobilisés, certains en participant à ce rassemblement, pour d'autres allant jusqu'à la grève, pour défendre notre bien commun : Notre protection sociale.

N'oublions pas que ce bien commun est le fruit des luttes de nos ancêtres qui avaient pour ambition d'améliorer la vie au quotidien, des salariés et leurs familles.

- Permettre à la famille de vivre même si la maladie empêchait le salarié de travailler et donc de gagner son salaire
- Permettre d'assurer des revenus aux salariés qui déclareraient une maladie professionnelle ou un accident du travail du fait de son exposition aux nuisances professionnelles
- Assurer une pension aux salariés usés par leur vie de travail afin de leur permettre de vivre une nouvelle phase de vie sans travailler
- Développer une politique familiale sur le principe de l'universalité des droits pour l'éducation des enfants

Ces merveilleux acquis sociaux ont été le fruit du Conseil national de la Résistance dont le projet portait le nom "les jours heureux" avec un principe révolutionnaire "chacun cotise selon ses moyens, chacun reçoit selon ses besoins" alors même que le pays sortait de la guerre...

Au fil des décennies, ces droits ont été améliorés, notamment par l'augmentation des cotisations sociales. Ce qui aura permis aux retraités de profiter de l'allongement de l'espérance de vie. Mais dans le même temps, notre adversaire de classe, le capital, qui ne pouvait pas mettre la main sur cette manne financière, a toujours combattu activement ces acquis sociaux !

Le combat du Patronat, au fil des décennies, a, lentement et durablement, attaqué notre protection sociale de front, mais aussi par des moyens plus pervers dont les effets sont plus lointain et se voient bien plus tard... du coup, les salariés ne se mobilisent pas ou beaucoup plus difficilement...

Les plus graves attaques se sont faites sur le financement de la protection sociale, mettant ainsi à mal les caisses et imposant des réformes diminuant les prestations sociales des assurés sociaux, donc des salariés, actifs, privés d'emplois et retraités !

Le patronat s'est toujours attaqué aux cotisations sociales, car c'est la source même du financement de toute la protection sociale. Les cotisations ne sont pas une charge comme ils le martèlent !!! Une baisse des cotisations sociales revient à une baisse de salaire pour les salariés et leurs familles puisqu'ils perdront des prestations. Les cotisations sociales sont du salaire socialisé !

Les gouvernements successifs ont cédé aux injonctions patronales, et ont mis en place des exonérations de cotisations sociales dès les années 80...

Les effets ont été dramatiques puisque l'effet a été double !

Une partie du financement qui était basé sur les richesses créées par le travail, a été transféré sur l'impôt. Le gouvernement s'engageant à compenser les exonérations de cotisations. Au final, nous constatons que l'Etat n'aura jamais compensé l'intégralité des exonérations, mettant ainsi encore plus à mal les recettes de toutes les caisses de la protection sociale !

Le deuxième impact aura été de tirer tous les salaires vers le bas. En effet, plus le salaire est proche du SMIC, plus les employeurs sont exonérés de cotisations...

Ils ont martelé durant 3 décennies que les charges étranglent les entreprises, que le coût du travail était trop cher ! Que les droits des salariés trop importants !

Pourtant, plus il y a eu d'exonérations de cotisations, plus le code du travail et les conventions collectives ont été affaiblies, plus le chômage a augmenté !

La raison en est simple ! C'est le coût du capital qui coûte cher et qui pénalise l'emploi et les salaires !

30 ans que le patronat en demande toujours plus et 30 ans que la situation économique se dégrade !

30 ans que les conditions de vie et de travail se détériorent !

Pour la 1^{ère} fois, les générations futures vont vivre moins bien que leurs parents !

En 20 ans, les salaires ont été multipliés par 2 alors que les dividendes ont été multipliés par 13

Les reculs sociaux de ces 3 décennies ont très durement attaqué la protection sociale des salariés et de leur famille ! La crise est prétexte à encore plus attaquer les droits des salariés !

Pourtant, malgré la crise et les difficultés des entreprises les 85 plus riches de la planète se partagent autant que 3,5 milliards d'individus !

Ne soyons pas dupes !

Le CNR a mis en place son programme les jours heureux à la sortie de la guerre !

Notre pays est beaucoup plus riche qu'à l'époque ! Nous devons donc reconquérir une protection sociale de qualité, de haut niveau, adaptée aux besoins d'aujourd'hui tel que le financement de la perte d'autonomie par exemple.

Notre pays et notre économie ne manque pas d'argent !

Les grosses entreprises, le Patronat, la finance, le capital veut tout ! Les actionnaires s'accaparent toutes les richesses à quelques uns en exploitant tout sur leur passage, les salariés, et la richesse de la planète pour faire du profit, qu'ils se partagent à quelques poignées de milliardaires ! Combattons cette société néfaste où une minorité se partagent la totalité de la richesse face à des populations qui se partagent la misère et la souffrance !

L'argent existe ! Les actionnaires se reversent plus en dividendes qu'ils ne mettent dans l'investissement productif (industrie, emplois, salaires)

Les PME, TPE peinent à trouver des liquidités alors que les grosses entreprises les étranglent !

Les services publics sont dégradés, détruits, pour engraisser la finance !

Posons-nous une question de société ! Pourquoi travaillons-nous ?

Pour survivre, nous et notre famille, pendant que le fruit de notre travail engraisse quelques milliardaires qui ne savent plus quoi faire de leur argent ?

Où travaille-t-on pour satisfaire les besoins sociaux des salariés et leurs familles de manière à leur assurer une réponse aux besoins vitaux logement, nourriture, transport, et du confort de vie et de travail ?

Les richesses que les salariés créées par leur force de travail doit leur revenir ! elles leur appartiennent ! Ces richesses doivent être produites en quantité suffisantes pour assurer les besoins de tous les peuples sans piller les ressources de notre planète qui ne sont pas inépuisables...

On ne peut pas continuer à gaspiller de la nourriture d'un côté alors que d'autres mangent dans les poubelles ou meurent de faim !

On ne peut pas accepter que des salariés meurent parce qu'ils ont trop de travail, et que d'autres meurent parce qu'ils n'en ont pas... Le travail ne doit pas tuer, il y en a suffisamment pour tout le monde ! Il faut exiger une autre répartition des richesses créées.

Les salariés doivent reprendre en main leurs affaires ! Ils travaillent et créent des richesses qui leur appartiennent !

Ils doivent se rassembler le plus largement possible afin de s'organiser pour construire et porter des projets alternatifs à cette société mondiale dominée par le capitalisme et la dictature !

Les salariés doivent reconquérir la démocratie dans et hors de l'entreprise. Imposer d'autres choix sociétaux dans et hors de l'entreprise.

Il faut cesser ces alternances politiques entre 2 grands partis qui mènent la même politique. Il faut changer de politique sans tomber dans les idées de l'extrême droite qui vont à l'encontre des intérêts collectifs et globaux des salariés.

Il faut regagner la liberté de se syndiquer, la liberté de faire grève, sans risquer de sanctions ni le licenciement... Ce sont des droits fondamentaux acquis par la lutte, n'oublions pas que certains de nos ancêtres ont perdu la vie pour les obtenir, et qu'actuellement, dans certains pays, beaucoup de gens perdent la vie pour regagner plus de démocratie et de liberté.

La solution, notre solution, ne viendra pas dans le repli, ni dans l'identitaire ! Mais au contraire dans le rassemblement des peuples le plus large, pour combattre le capitalisme mondial. Ce n'est pas en opposant les pays aux autres, en opposant les salariés aux autres, que nous trouverons la solution. Mais bien en agissant ensemble et en faisant des propositions alternatives portées et défendues par le plus grand nombre de salariés !

La CGT ne se contente pas de dénoncer et de mobiliser contre les politiques d'austérité qui conduisent à la récession et à un désastre économique et social !

La CGT recherche en permanence l'unité la plus large, et sera à nouveau mobilisée le 4 avril prochain, à l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats, avec les salariés Européens, pour proposer un plan d'investissement de 2 % du PIB Européen, pour l'investissement, une croissance durable et des emplois de qualité.

Cela correspond à 260 Mds € par an sur 10 ans dans le but de créer 11 millions d'emplois en Europe.

Nous ne gagnerons pas en un jour, mais dans la durée ! Continuons et amplifions le mouvement !

Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades, merci et à bientôt pour d'autres luttes...